

ASSEZ DE LUTTES AVORTEES ! Pour

LES grèves actuelles apportent les éléments essentiels d'un programme commun aux partis ouvriers et ouvrent, dans une certaine mesure, la perspective de changer en victoire réelle le succès électoral de la « gauche ». Ce qui est essentiel, c'est que les travailleurs ont parfaitement compris à quel point le régime gaulliste est faible en dépit des démonstrations de force qu'il tente de faire avec ses C.R.S. et des satisfécits que se décerne Pompidou. La meilleure preuve de l'usure du régime se trouve dans la façon dont se battent les travailleurs de Bordeaux, Besançon, Lyon, Vénissieux ou Saint-Nazaire : aujourd'hui, on ose occuper l'usine ! Certes, nous ne sommes pas en juin 1936, mais il ne fait aucun doute que si l'unité des directions n'a que des fins électorales, aux yeux des masses l'unité, même de façade, permet de retrouver les vieilles traditions ouvrières et les formes de lutte qui se sont avérées efficaces.

Mais, si le recul du gaullisme a engendré la hardiesse des travailleurs, il est maintenant clair que les directions ouvrières ne laisseront pas se durcir et se généraliser les luttes jusqu'au point où elles mettraient le pouvoir en question. Tout montre que les stratégies syndicales, ceux des sommets, feront tout pour limiter le développement des actions grévistes dès que le patronat manifesterait son intention de faire la plus petite concession. Pour ne pas effrayer les alliés bourgeois de la F.D.G.S. les bureaucrates syndicaux sont très capables de transformer les luttes susceptibles de déboucher sur un affrontement avec le régime en un simple harcèlement

de celui-ci et, par des « explications », d'amener les travailleurs à se contenter de demi-succès. Pourtant, des mouvements comme ceux de chez Berliet conduisent directement à une lutte contre le pouvoir

représenté à Vénissieux par une concentration importante de C.R.S.

La « modération » des directions exprime-t-elle la tendance profonde des travailleurs ?

Qui décide de la reprise du travail ?

On sait que chez Rhodiacta, la décision de la reprise du travail prise en commission paritaire n'a pas été accueillie avec tout l'enthousiasme qu'auraient souhaité les négociateurs. La tendance était, paraît-il, à la conciliation ; patrons et syndicalistes auraient fait de louables efforts pour arriver à une solution du conflit dans le textile artificiel. Mais que les premiers soient disposés à lâcher des miettes est une chose ; autre chose est que les seconds

oublient au cours des discussions les revendications d'une fraction importante du personnel de la Rhodiacta.

A Lyon-Vaise, les ouvriers qui travaillent en 4x8 (1.200 sur les 7.000 employés) voulaient une amélioration de leurs conditions de travail ; et leur détermination était suffisante pour interdire l'entrée de l'usine à l'ensemble du personnel. Par contre, un délégué C.G.T. qui cherchait à organiser la rentrée à l'usine, sans

reprise du travail (!?) vit ses efforts dans la recherche d'un compromis avec ceux qui voulaient continuer la grève assez mal récompensés puisqu'en fin de compte les travailleurs n'entrèrent pas dans l'usine mais retournèrent chez eux.

Bagarres à Lyon

Le 23 mars, à 13 heures, se tient le meeting quotidien. C'est le lendemain de l'accord en commission paritaire. Les représentants de la C.F.D.T. et de la C.G.T. sont satisfaits. Dans les rangs ouvriers, il n'en est pas de même car ce sont les mensuels et les cadres qui profitent le plus de cet accord : or, les mensuels et les cadres n'ont pas soutenu les grévistes.

Lorsqu'il faut reprendre le travail, ce sont encore eux qui les premiers viennent à la porte de l'usine. Pour rentrer, ils doivent affronter un piquet de grève constitué de travailleurs et de militants syndicaux des 4x8. La bagarre éclate et ceux qui n'ont pas fait grève battent en retraite.

Aussitôt, les patrons, pour permettre la rentrée, ouvrent un grand portail : on peut passer à 40 hommes de front. Cette fois, il s'agit d'une provocation, et le piquet de grève se déchaine. La bagarre est violente, et il y a trois blessés parmi ceux qui veulent entrer dont un délégué de la C.G.T.

Mais les 4x8 ont le soutien de la grande masse des ouvriers qui, peu désireux de soutenir les jaunes, retournent chez eux.

Ce que sont des conditions de travail

Les travailleurs de la Rhodiacta à Vaise qui font les 4x8 se sont battus pour une amélioration de leurs conditions de travail. Pour ceux qui ne comprendraient pas une telle revendication, peut-être devons nous préciser ce que sont les conditions de travail à la Rhodia, dans certains ateliers.

Le travail du fil impose que la température ambiante soit élevée : de 32 à 45°. Pour que le fil ne casse pas, il faut travailler dans une atmosphère très humide qui peut at-

teindre 72 % de vapeur à certains moments. Bien entendu, l'ensemble des machines fait un bruit infernal qui est évalué à une centaine de décibels. Si un salarié tombe malade, ce qui arrive fréquemment, il ne peut quitter son travail en cours de poste et doit le lendemain venir à l'usine avec un certificat médical. Les femmes enceintes voient leur salaire diminuer : leurs primes ne sont pas payées, sous prétexte que leur situation entraîne une baisse du rendement.

RHODIACETA : histo

(Suite de la page 3)

dans la ville (tracts, collectes), cela permettait ainsi au P.C., alors en pleine campagne électorale, de ne pas se détourner de son but et de ne pas se lancer dans une aventure dont il ne voyait pas la fin. D'autre part, le comité cesserait d'exister avec la grève et il n'y aurait plus les problèmes du contenu des morts d'ordre, et du prolongement de l'action.

Ainsi, à l'échelle de la ville, le sens de la solidarité sera toujours limité à l'aide à apporter aux grévistes, à tous les travailleurs de Rhodiacta (collecte dans tous les milieux : lycées, université, usines, commerçants, intellectuels, devant les bureaux de vote ; distribution de tracts pour expliquer la position des grévistes, les conditions de travail des « ouvriers les mieux payés de la région »...). Les unions locales feront appel à leurs délégués dans les autres boîtes pour organiser des débrayages de solidarité, mais seule une usine répondra (ce qui est dû en partie à ce que les syndicats sont mal implantés dans les autres boîtes). Il ne sera jamais démontré publiquement, ou tout au moins au niveau des usines, que le combat mené par les gars de Rhodia est celui de tous les travailleurs (malgré un mot d'ordre lancé par la C.F.D.T. d'une façon abstraite : « Solidaires de ceux de Rhodia, leur combat est le vôtre »... pourquoi ? cela ne sera jamais expliqué), et c'est la C.G.T., ici comme à Lyon, qui refusera de lancer une grève interprofessionnelle, prétextant le manque de maturité des travailleurs des autres boîtes (cependant rien n'a été fait pour le vérifier. Or, une journée de collecte sur toute la ville a rapporté plus de 1 million d'A.F.). Bien sûr, la grève interprofessionnelle aurait placé la solidarité à un autre niveau, mais c'est peut-être ce qui aurait permis à la classe ouvrière bisontine de se mobiliser pour ses revendications.

Dès le mardi 28 se constituait parmi les étudiants un comité universitaire de soutien. Indépendant des organisations existantes : A.G.E.B., U.E.C., il regroupa au départ une soixantaine d'étudiants. La veille, ceux qui allaient constituer le comité avaient regroupé 150 étudiants au meeting de 14 h devant l'usine. L'arrivée en masse des étudiants, derrière des banderoles : « les étudiants sont avec les grévistes », eut un effet considérable sur les ouvriers. Par la suite, l'intérêt diminuant, les étudiants seront de moins en moins présents. Première organisation constituée s'étant déclarée prête pour une solidarité active, le comité étudiant eut le monopole de l'information et de l'agitation à l'échelle de la ville. Par la suite, sentant le danger que représentait pour lui un tel groupe d'étudiants, pas gêné pour critiquer les organisations traditionnelles sur leurs carences, le P.C. essaiera de restreindre son activité au seul secteur universitaire.

L'extension de la grève

Des la première semaine, les ouvriers de l'usine Rhodiacta de Lyon-Vaise décidaient de soutenir le mouvement de Besançon et se mettaient en grève pour 24 heures avec menace de grève illimitée si les forces de l'ordre intervenaient à Besançon. Bien sûr, il ne fut pas facile d'organiser le mouvement à Lyon. Ainsi, quand deux

délégués de Besançon se présentèrent à l'usine de Lyon pour aller parler aux ouvriers, la direction refusa de les laisser entrer et tenta même de les enfermer. Il fallut que les délégués de Lyon organisent un meeting à l'extérieur de l'usine pour que ceux de Besançon puissent parler. Cependant, le mouvement à Lyon fut reconduit de jour en jour, et des piquets de grève furent mis en place. Très vite, le mouvement à Lyon et dans les autres usines du Trust (Belle-Etoile, Péage de Roussillon) prit un caractère propre, des revendications furent formulées. A Lyon, les ouvriers en équipes (4x8) ne représentaient que le tiers du personnel, pour le reste, peu touché par les mesures de chômage et l'aggravation des conditions de travail, la revendication la plus importante est celle des augmentations de salaire. De même, dans les filiales du Trust (Nord syntex à Arras, etc.), où les ouvriers sont moins bien payés, une revendication sur les salaires apparaissait comme essentielle.

Dès la fin de la deuxième semaine de grève de Besançon, toutes les usines du Trust Rhodiacta furent touchées par le mouvement de revendication, toutes les usines étaient en grève. Ainsi, dès le départ, le mouvement posait des problèmes généraux de contestation du régime

Premier compromis : le patronat envoie ses gorilles au second : les délégués préparent l'enterrement

Le 15 mars, un protocole d'accord était passé entre la direction générale et la délégation de Besançon (ce qui n'est pas un accord !) ; ce protocole concernait le chômage et l'emploi : la participation à la caisse de chômage était montée à 95 % (il suffit donc d'être touché sur plus de 5 % de son salaire pour en bénéficier) ; en cas de reprise du travail, tous les ouvriers rentrent ensemble, même s'il n'y a pas de travail pour tous dans l'immédiat ; pas de menace de lock-out, pas de sanctions contre les grévistes ; en cas de chômage organisé, si un ouvrier est changé de qualification, il est rémunéré sur la base de sa plus haute qualification pendant un temps déterminé ; en cas de licenciement, la direction préviendra quatre mois à l'avance... Il y a ainsi une série de détails techniques qui sont réglés, mais le problème de fond n'est pas résolu : garantie de l'emploi, suppression du chômage, tout au plus le chômage est-il organisé d'une façon plus « équitable ».

Cela, les ouvriers de Besançon l'ont bien compris : il n'était pas question de cesser le mouvement sur des résultats aussi faibles, mais bien au contraire de durcir les positions pour arracher encore plus.

Et c'est devant la détermination des grévistes de continuer la lutte que les directions syndicales vont tenter de détourner le mouvement sur une voie de garage, vers des objectifs immédiatement réalisables : une augmentation de salaire. Du côté de la C.G.T., cela va apparaître clairement : les délégués vont prendre les uns après les autres (suivant les pressions de la direction syndicale) une attitude pessimiste quant à l'issue du mouvement, ils vont commencer à expliquer à tous les ouvriers qui voudront bien les entendre, que le combat est sans issue dans le cadre du système capitaliste, donc qu'il faudra se contenter de peu... quitte à continuer la lutte par la suite ! Certains délégués C.F.D.T. conserveront des positions ouvrières en déclarant qu'il faut aller jusqu'au bout.

bourgeois (même si cela n'était pas ressenti comme tel) : remise en cause de l'autorité de la direction, solidarité ouvrière active pour répondre aux mesures gouvernementales (emploi des forces de police pour rétablir l'ordre). Seulement, à peine arrivée à ce haut niveau, la lutte à implications révolutionnaires menaçait de s'effriter en une série de luttes économiques de par l'existence de revendications propres à chaque usine, à chaque catégorie d'ouvriers, cela étant dû à des situations inégales dans chaque boîte : degré de « misère » du prolétariat, implantation des syndicats, niveau des luttes précédentes, « âge » de l'usine... Tout cela faisait que les revendications allaient nécessairement être différentes. Pour les directions syndicales, un problème était essentiel : maintenir l'unité du mouvement et, comme aucune organisation politique n'était prête à assumer la politisation ouverte du mouvement (surtout pas le P.C. !) il ne restait plus qu'une solution : trouver un programme revendicatif tel qu'il satisfasse tout le monde et puisse être présenté à la direction du Trust avec quelques chances de passer. Les directions syndicales ont choisi le programme minimum : essentiellement une augmentation des salaires de 5 %.

De son côté, la direction patronale, cherchant à diviser le mouvement, s'appuyant sur les cadres, les ingénieurs, les chefs de service regroupés dans un syndicat jaune, C.F.T. (Confédération française du travail ?), essaya de gagner quelques ouvriers des 4x8 ou à la journée pour se créer une opposition ouvrière. Elle y parvint quelque peu et, bourrant le crâne à une poignée d'ouvriers (qui n'avaient jamais participé aux piquets, anciens paysans qui avaient ressenti leur passage à la ville comme une promotion sociale...), réussit à en faire ses propres gorilles, une meute hurlante, prête à tout contre les grévistes (méthode du fascisme !). C'est alors que l'on vit les mensuels, bien habillés, cravatés, apparaître aux meetings de 14 h avec « leurs ouvriers » et réclamer à grands cris la reprise du travail. Malheureusement, le rapport des forces n'était pas en leur faveur. Il en était même loin, malgré un délaissement des piquets de grève de plus en plus net de la part des grévistes. Les syndicats tentèrent de ranimer le courage des grévistes en organisant des conférences dans l'usine (l'autogestion, l'enseignement en France, etc.) et des groupes d'ouvriers pour aller collecter dans toute la France.

En ville, la solidarité se cantonnait toujours dans la poursuite des collectes. Une caravane de voitures circula en ville le jeudi 16 mars, annonçant un meeting pour le samedi suivant, au centre de la ville. Cette caravane eut un certain succès et troubla pas mal la circulation. Le meeting eut lieu le samedi 18, c'était déjà un progrès dans la mesure où il ne se tenait plus devant l'usine, à l'extérieur de la ville, comme ceux des samedis précédents. Mais, par manque d'information, ou lassitude, il ne regroupa pas plus de 3.000 personnes (or, il y a déjà 3.700 ouvriers à Rhodia !). La manifestation qui s'ensuivit dura peu, du fait de l'absence de mots d'ordre mobilisateurs (mis à part « autogestion », mais lancé de façon abstraite, sans signification pour personne).